

Colloque « Science, politique et société : quelle place pour l'information scientifique dans les parlements ? »

Québec, Québec

26 mai 2023

Délégation québécoise

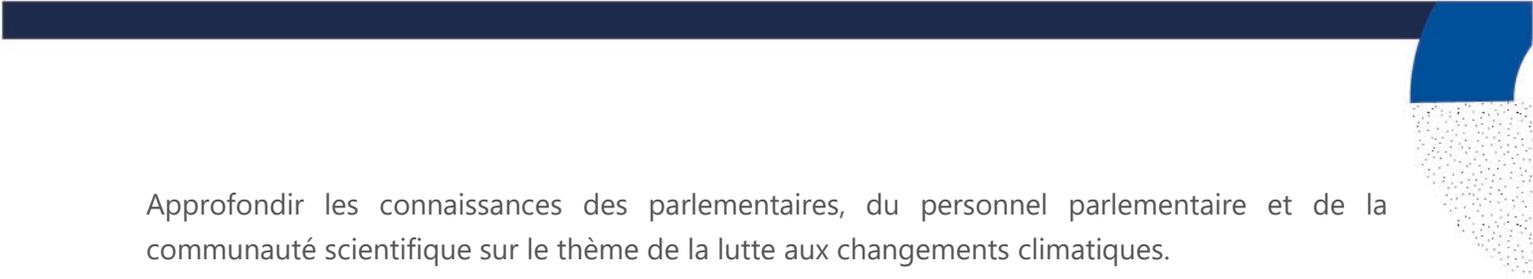
- M^{me} Nathalie Roy, présidente de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ)
- M^{me} Marie-Eve Vermette, Directrice des relations interparlementaires et internationales et du protocole
- Chefs d'équipe des relations interparlementaires et internationales et du protocole
- Conseillères en relations interparlementaires et internationales et du protocole

Contexte

L'ANQ, en partenariat avec le scientifique en chef du Québec, a organisé un colloque international francophone à destination des parlementaires francophones ainsi que du personnel des administrations parlementaires et des membres de la communauté scientifique. Axé sur l'information scientifique, l'évènement avait pour objectif de renforcer les capacités des parlementaires et de leur personnel en matière de communication et d'utilisation de données scientifiques dans le débat politique et les travaux parlementaires.

Les dernières années ayant démontré l'importance des sciences dans la prise de décisions politiques et l'élaboration de politiques publiques, le colloque se voulait aussi une occasion de rapprocher les milieux politique, scientifique et citoyen. Il visait ainsi à favoriser les échanges entre les univers de la politique et de la science autour d'enjeux d'actualité tels que la crise climatique, la désinformation, l'accès à la science en français et l'inclusion de l'expertise scientifique au sein des parlements.

Objectifs et résultats



Approfondir les connaissances des parlementaires, du personnel parlementaire et de la communauté scientifique sur le thème de la lutte aux changements climatiques.

- La conférence d'ouverture portait sur l'action climatique et le rôle des parlementaires dans la planification et la mise en œuvre des stratégies d'adaptation et d'atténuation face aux changements climatiques. Ainsi, quatre experts invités ont discuté des enjeux environnementaux et des actions à entreprendre pour consolider le leadership des parlements en matière de transition énergétique :
 - M. Youba Sokona, vice-président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC);
 - M. Jean Lemire, émissaire aux changements climatiques et aux enjeux nordiques et arctiques du Québec;
 - M. Alain Webster, président du Comité consultatif sur les changements climatiques du gouvernement du Québec et professeur en économie de l'environnement à l'Université de Sherbrooke;
 - M^{me} Laure Waridel, écologiste et professeure associée à l'Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM.
- À l'occasion de cette conférence d'ouverture, les participants ont pu en apprendre davantage sur les impacts multiples des changements climatiques, les derniers constats du GIEC et la nécessité d'accroître l'adaptation et la résilience climatique. Les experts ont aussi abordé les enjeux de la participation aux forums mondiaux, du respect des conventions internationales, du financement de l'action climatique et de la conciliation entre les objectifs de croissance économique et l'atteinte des objectifs de développement durable. La période de question a entre autres permis aux conférenciers et aux participants d'échanger sur le rôle des parlements dans le suivi des engagements internationaux, la préservation de la biodiversité et la diffusion de l'information scientifique auprès des citoyens.
- Le président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), M. Francis Drouin, et la directrice de l'Institut de la Francophonie pour le Développement Durable (IFDD), M^{me} Cécile Martin-Phipps, ont ensuite présenté les constats préliminaires d'une étude menée par leurs institutions sur la mise en œuvre de l'Accord de Paris dans les pays de l'espace francophone. Des capsules vidéo de la consultante responsable de l'étude, M^{me} Stéphanie Reiche-de Vigan, sont venues bonifier les échanges des intervenants. Elles ont notamment exposé aux participants les caractéristiques d'une bonne loi climat et le rôle des parlements dans leur élaboration et leur mise en œuvre, en plus d'aborder la question du financement de la lutte contre les changements climatiques.



Partager les bonnes pratiques en matière d'utilisation de l'information scientifique auprès des parlementaires et du personnel parlementaire, et contribuer au rapprochement des milieux politique et scientifique.

- Le scientifique en chef du Québec, M. Rémi Quirion, a modéré un panel d'experts portant sur l'expertise scientifique au sein des parlements. Les conférenciers, M. Mathieu Ouimet et M^{me} Morgane Beaumier, respectivement professeur au département de science politique de l'Université Laval et doctorante au même département, y ont présenté les résultats de leur étude intitulée « Infrastructures et mécanismes institutionnels pour l'utilisation de l'information scientifique dans les parlements francophones ». Menée auprès de 16 parlements de l'APF, cette étude a permis aux participants d'examiner les facteurs favorables et les obstacles à l'utilisation de l'information scientifique dans les parlements.
- Les échanges se sont poursuivis avec les présentations de deux instances de recherche parlementaires : la Cellule scientifique de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg et le *Parliamentary Office of Science and Technology* (POST) du Parlement de Westminster. Ces modèles ont été présentés respectivement par M. Christian Penny et M^{me} Sarah Foxen. M. Penny a abordé la question de l'interfaçage entre les besoins politiques, l'information scientifique et le public, tandis que M^{me} Foxen a souligné le rôle-clé des universités et organisations scientifiques dans l'augmentation, l'amélioration et la diversification des informations scientifiques disponibles et utilisés par les parlements. Selon eux, le rôle des services de recherche n'est pas de guider les parlementaires vers une décision ou d'émettre des avis, mais de recenser l'information scientifique pour soutenir et alimenter les travaux parlementaires.
- Deux ateliers de renforcement des capacités ont permis aux parlementaires francophones et au personnel politique et administratif présent d'être mieux outillés dans les domaines suivants :
 - L'utilisation des données scientifiques dans le travail législatif;
 - La communication scientifique dans le débat politique;
 - Les techniques de vulgarisation et de communication scientifiques au public.

Le premier atelier, mené par le professeur de l'Université de Montréal, M. Frédéric Bouchard, et la journaliste au magazine L'actualité, M^{me} Valérie Borde, a fourni aux participants des outils pour distinguer l'information scientifique des autres types d'information, et a précisé les forces et les limites de la science, en particulier dans le contexte politique. Les conférenciers du deuxième atelier, le professeur à l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information de l'Université de Montréal, M. Vincent Larivière, et le responsable



du Service de la recherche de l'Assemblée nationale, M. Jules Racine St-Jacques, ont échangé avec les participants sur les bonnes pratiques à adopter pour interpréter des sources scientifiques fiables et crédibles qui représentent une diversité de points de vue.

- Dans l'optique de rapprocher la sphère scientifique du parlementarisme québécois, la présidente de l'ANQ, M^{me} Nathalie Roy, a annoncé que la Bibliothèque de l'Assemblée nationale allait accueillir un scientifique en résidence avec les Fonds de recherche du Québec pour soutenir l'administration parlementaire et promouvoir la diversification des perspectives de carrière pour la relève en recherche.

Promouvoir l'usage de la langue française et son rayonnement dans le milieu scientifique.

- Lors de la cérémonie d'ouverture du colloque, la présidente de l'ANQ a souligné l'importance d'assurer la présence du français dans les publications scientifiques et dans le milieu de la recherche, où la tendance est à l'anglicisation. En effet, elle a évoqué qu'une analyse des demandes de subventions des 30 dernières années auprès d'organismes fédéraux qui financent la recherche au Canada et une étude réalisée par l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, l'Acfas, révèlent que 95% du financement accordé à la science au cours des dernières années a été versé à des projets rédigés en anglais. Elle a réitéré l'importance de la découvrabilité des contenus scientifiques en français et le rôle-phare que peuvent jouer le Québec et l'Assemblée sur la scène internationale à ce sujet.
- Le scientifique en chef du Québec et le professeur responsable du secrétariat du Réseau francophone international en conseil scientifique (RFICS), M. Mathieu Ouimet, ont présenté l'offre de services et le mandat de cette nouvelle instance de la Francophonie scientifique. Le RFICS a pour vocation de renforcer les capacités en conseil scientifique dans l'espace francophone par l'entremise d'activités de recherche, de formation et de partage de connaissances et d'outils sur le conseil scientifique.

Renforcer les liens de l'ANQ avec les opérateurs de la Francophonie.

- Le colloque a offert plusieurs moments formels et informels d'échanges entre les divers représentants de la Francophonie institutionnelle. À titre de présidente de l'ANQ et vice-présidente de l'APF, M^{me} Roy a pu s'entretenir avec le président et plusieurs parlementaires de la Commission de la coopération et du développement de l'APF, la directrice de l'IFDD, en plus de faire la connaissance de la nouvelle représentante permanente de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) pour les Amériques, M^{me} Zahra Kamil Ali.

Statistiques



Suivis

Une synthèse du colloque et une boîte à outils pour renforcer l'intégration de l'information scientifique dans les parlements seront remises aux participants. La boîte à outils sera aussi partagée auprès des partenaires institutionnelles de l'ANQ. La conférence d'ouverture est disponible sur le [site Web de l'Assemblée](#).

Les capsules vidéo produites par l'ANQ au sujet des législations climatiques dans l'espace francophone ont été transmises à l'IFDD et l'APF en vue de leur diffusion auprès des acteurs de la Francophonie.

Des rencontres entre la Direction de la Bibliothèque de l'Assemblée et le scientifique en chef du Québec sont prévues au courant des prochains mois pour l'instauration du programme de scientifique en résidence au parlement et l'élaboration d'un webinaire pour les chercheuses et chercheurs qui souhaitent contribuer aux activités parlementaires.

Dépenses

Transport	2773 \$
Restauration	7280 \$
Hébergement	1072 \$
Interprétation	\$
Divers	8153 \$
TOTAL	19 278 \$